

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 24/004/2009 (Public)

ÉFAI

25 mars 2009

Guinée équatoriale. Des opposants politiques arrêtés et torturés après l'attaque contre le palais présidentiel en février

Neuf membres du parti d'opposition de l'Union populaire (*Unión Popular – UP*), parmi lesquels l'épouse et le frère d'un dirigeant du parti, ont été arrêtés arbitrairement et sont détenus sans avoir été inculpés ni jugés à la suite de l'attaque du 17 février 2009 contre le palais présidentiel dans la capitale, Malabo. Amnesty International est préoccupée par ces arrestations arbitraires et le maintien en détention de ces personnes, dont deux au moins ont été torturées pour les contraindre à faire des aveux, en dépit de la promulgation d'une loi interdisant la torture en novembre 2006.

Amnesty International considère ces neuf membres de l'opposition comme des prisonniers d'opinion, arrêtés et détenus en raison de leur action politique non violente et de leur association politique ; l'organisation appelle le gouvernement de Guinée équatoriale à les libérer sans délai et sans condition, à enquêter sur les allégations de torture et à poursuivre en justice les responsables présumés de tels actes. En outre, l'organisation appelle les autorités de Guinée équatoriale à mettre fin immédiatement aux actes de torture ou autres mauvais traitements.

Marcelino Nguema Esono, Santiago Asumu, Juan Ekolo, Filemón Ondó, Antonio Otogo, Beatriz Andeme Ondó et Gerardo Micó, frère de Faustino Ondó Ebang ont été arrêtés, sans mandat d'arrêt, entre le 18 février et le 1^{er} mars 2009 à Bata, principale ville sur le continent et à Malabo, à la suite de l'attaque contre le palais présidentiel. Deux autres hommes, Norberto Nsue Micha et Luis Nzo Ondó ont été arrêtés à Malabo le 22 mars. Le gouvernement de Guinée équatoriale a attribué l'attaque aux forces du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) un groupe armé nigérian qui a nié toute participation. Trois jours après l'attaque, lors d'une allocution télévisée à la nation, le président Obiang a affirmé que des Équato-Guinéens avaient collaboré avec les assaillants et financé l'attaque, tout en admettant que le gouvernement ne savait pas encore qui étaient ces Équato-Guinéens. Il a néanmoins déclaré qu'ils seraient inculpés et jugés pour « *agression et terrorisme* ».

Les neuf membres de l'UP sont actuellement détenus, sans avoir été inculpés, au commissariat central de Malabo. Les policiers qui les ont interrogés les accusent d'avoir passé des appels téléphoniques à Faustino Ondó Ebang, dirigeant de l'UP actuellement en Espagne pour un traitement médical. À l'exception d'une personne, tous les détenus ont reconnu avoir parlé au téléphone avec le dirigeant du parti et s'être entretenus avec lui de questions concernant le parti et son état de santé. Leur arrestation et leur détention constituent une violation du droit équato-guinéen, qui exige qu'un mandat d'arrêt ait été délivré avant de procéder à une arrestation et stipule que les détenus doivent être informés des accusations pesant contre eux et présentés à un juge dans les soixante-douze heures suivant leur interpellation pour que leur détention soit légale.

Amnesty International est préoccupée par le fait que Marcelino Nguema a été torturé le 19 mars et que Santiago Asumu a été torturé lors de sa détention au commissariat central de Bata et à au moins deux autres reprises depuis son transfert à Malabo. Il est à présent en très mauvaise condition physique à cause des tortures subies. Santiago Asumu a eu les mains et les pieds liés ensemble avant d'être suspendu en hauteur et battu sur tout le corps. À un moment, à Malabo, les policiers lui ont lié les mains dans le dos avant de le mettre dans un sac et de le frapper. On lui avait mis du papier dans la bouche, sans doute

pour l'empêcher de crier. En même temps, les policiers lui demandaient de donner les noms des soldats qui, selon eux, avaient pris part à l'attaque du palais présidentiel avec Faustino Ondó Ebang. En outre, selon les policiers, Faustino Ondó Ebang aurait envoyé mille euros à Santiago Asumu pour organiser l'attaque, ce qu'il nie. D'après les informations dont dispose Amnesty International à ce stade, les autres détenus n'auraient pas été torturés et n'auraient pas subi de mauvais traitements. Toutefois, ils sont maintenus en détention dans des cellules surpeuplées, sans installations sanitaires et dans des conditions d'hygiène déplorables, ce qui s'apparente à un traitement cruel et inhumain.

Le lendemain de l'attaque sur le palais présidentiel, le ministère de l'Information annonçait que 15 ressortissants étrangers avaient été arrêtés et que les forces de sécurité continuaient de rechercher des assaillants qui se cachaient parmi la population. Il ne donnait toutefois aucun détail sur l'identité ou la nationalité des personnes arrêtées, ni sur les circonstances de leur arrestation. Amnesty International n'a pas pu savoir précisément combien de personnes avaient été arrêtées ni si elles avaient été interpellées pendant l'attaque du palais ou lors des perquisitions dans les quartiers habités par des étrangers. Certaines informations font état d'un nombre d'étrangers interpellés considérablement plus élevé que celui annoncé officiellement ; les étrangers arrêtés seraient pour la plupart Nigériens, certains d'entre eux seraient des commerçants installés dans le pays depuis longtemps. D'après les informations dont dispose Amnesty International, ils ont été interpellés sans mandat d'arrêt, n'ont pas été inculpés et n'ont pas été présentés à un juge pour qu'il légalise leur détention. Il semble qu'ils n'aient été arrêtés que parce qu'ils étaient étrangers.

Amnesty International appelle à la remise en liberté de toutes les personnes détenues qui ne seraient pas inculpées d'une infraction dûment reconnue par la loi et jugées dans un délai raisonnable lors d'un procès conforme aux normes internationales relatives aux droits humains.

Complément d'information

Deux des personnes détenues, Marcelino Nguema Esono et Filemón Ondó, étaient membres du Parti du progrès de Guinée équatoriale (PPGE) interdit, avant de rallier l'UP. Marcelino Nguema Esono avait été arrêté en juin 2004 et détenu sans être inculpé ni jugé dans la prison de Black Beach à Malabo jusqu'à sa libération à l'occasion d'une grâce présidentielle en juin 2006. Filemón Ondó avait été arrêté précédemment en octobre 2006 et détenu pendant plus d'un mois au poste de police de Bata. À l'époque, Amnesty International avait déclaré considérer les deux hommes comme des prisonniers d'opinion. À l'issue d'un procès manifestement inéquitable, Faustino Ondó Ebang avait été reconnu coupable en juin 2002, en même temps que soixante autres personnes, de tentative de renversement du gouvernement et tentative d'assassinat du président de la République. Il avait été condamné à six années et huit mois de réclusion. Il avait bénéficié d'une grâce présidentielle en juin 2006. Amnesty International considérait que lui et ses co-accusés étaient des prisonniers d'opinion. Luis Nzo est un ancien membre de la Force démocrate républicaine (FDR). Il est l'un des 60 membres du FDR condamnés en même temps que Faustino Ondó Ebang pour tentative de renversement du gouvernement et tentative d'assassinat du président de la République. Lui aussi avait été condamné à six années et huit mois de réclusion et avait bénéficié d'une grâce présidentielle en juin 2006.

L'UP a été le premier parti politique légalisé en 1992. Au fil des ans, le parti a été miné par les querelles internes et les défections et une branche du parti s'est ralliée au gouvernement. En octobre 2007, le gouvernement a fait pression sur l'UP pour qu'il tienne un congrès en vue d'élire un nouveau dirigeant. Le congrès a élu Faustino Ondó Ebang à la présidence du parti, mais son élection a été rejetée par le gouvernement.